



CONVENTION N° 108 - 2013

Entre

l'Etablissement Public chargé du **Parc national de la Vanoise**, dont le siège est situé 135 rue du Docteur Julliand – BP 705 – 73007 CHAMBERY CEDEX, n° SIREN 18730003300011, Code APE 9104Z,
Représenté par son Directeur, Monsieur Emmanuel MICHAU,
d'une part,

Et

Le CENTRE NATIONAL de la RECHERCHE SCIENTIFIQUE, établissement public à caractère scientifique et technologique dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS cedex 16, n° SIREN 180 089 013, code APE 7219Z, représenté par son Président Alain Fuchs, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Frédéric Faure, Délégué Régional Rhône Auvergne, 2 avenue Albert Einstein – BP 1335 – 69609 VILLEURBANNE cedex et ci-après désigné par le signe « CNRS ».

L'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 43 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69622 VILLEURBANNE cedex, n° SIREN 196 917 744, code APE 9215, représentée par son Président François-Noël Gilly, et ci-après désignée par le sigle « UCBL ».

Le CNRS et l'UCBL agissant en leur nom et pour la mise en œuvre des activités du Laboratoire de Biométrie et de Biologie Evolutive (LBBE UMR 5558), dirigé par Madame Dominique MOUCHIROUD, ci-après désigné par le « LABORATOIRE »

d'autre part,

Le CNRS et l'UCBL sont ci-après désignés par les « ETABLISSEMENTS »,

Les ETABLISSEMENTS et le Parc National de la Vanoise sont individuellement désignés par la « PARTIE » et conjointement désignés par « LES PARTIES »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Parc national de la Vanoise, gestionnaire de la réserve naturelle de la Grande Sassièr, autorise le Laboratoire, à utiliser le rez-de-chaussée (studio et douche, WC espace de stockage) du chalet de surveillance du Santel pour y loger le personnel travaillant sur le programme « Marmotte ».



Cette utilisation n'est prévue que dans le cadre du travail et ne peut, en aucun cas, permettre l'accueil de personnes extérieures au programme de recherche, ou à des fins de loisir.
Le nombre d'occupants nocturnes ne pourra dépasser la capacité de couchage, soit 4 personnes.
Camping, bivouac et feu à l'extérieur du chalet sont proscrits, conformément à la réglementation de la réserve naturelle.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est prévue pour une période de un an, à compter de sa signature, et sera reconductible tacitement.

Elle est toutefois subordonnée à la convention de mise à disposition du Chalet du Santel par la commune annexée à la présente (Annexe 1) et ne pourra aller au-delà de l'échéance de celle-ci, le 8 octobre 2015.

L'accord écrit de la commune de Tignes, tel que défini à l'article 3 de la convention de mise à disposition, est joint en Annexe 2.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année (début d'année universitaire), sans indemnité de quelque nature que ce soit.

Toutefois, le Parc national de la Vanoise peut interrompre la présente convention, à tout moment et unilatéralement, en cas de non-respect des clauses exprimées ci-dessous.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'OCCUPATION

1°) Durée d'utilisation

La durée d'utilisation est limitée à 80 jours par an entre avril et fin-octobre. Elle comprend :

- une session de 2 semaines environ en avril,
- une période continue correspondant à la campagne de mesures de 2 mois, entre mi-mai et mi-juillet,
- quelques journées en septembre et en octobre, selon les besoins.

Un calendrier prévisionnel sera mis en place chaque début d'année pour l'utilisation de ce Chalet.

Le Laboratoire est tenu de prévenir le technicien chargé de la réserve naturelle de son arrivée au moins 7 jours à l'avance. Il pourra être tenu compte par la suite des impondérables (particularités biologiques, protocoles ou météorologiques ...) qui empêcheraient l'application de ce calendrier et le délai pour avertir de l'arrivée.

2°) Stockage de matériel

Une partie du matériel du Laboratoire pourra être entreposé durant la période de non-utilisation dans le local à l'entrée du studio, en veillant bien, toutefois, à permettre le stockage et l'accessibilité au matériel du secteur.

Le matériel susceptible d'être laissé en dépôt est composé des pièges-cages, de nourriture pour le démarrage de la saison, de petites centrifugeuses, de cantines de matériel, et d'un congélateur.

Pour assurer conjointement le stockage du matériel entreposé par le Laboratoire et la signalétique de la Réserve naturelle en période hivernale, tout en permettant l'accès aux utilisateurs, les parties conviennent des dispositions suivantes :

- à la fin de la période d'utilisation de juillet, le Laboratoire stockera son matériel dans la



- pièce du bas, côté Est. A cette occasion, il se fera livrer du bois de chauffage et le rangera.
- en octobre, au moment de l'enlèvement de la signalétique de la réserve, les agents du Parc entreposeront la signalétique dans le local Ouest (afin de permettre au Laboratoire d'accéder à son matériel, lors du démarrage de la saison de captures en avril).
- en avril, après récupération de son matériel, le Laboratoire transférera la signalétique de la Réserve du local Ouest où elle était entreposée pendant l'hiver vers le local Est (jusqu'ici occupé par le matériel du Laboratoire).

Par dérogation aux dispositions indiquées ci-dessus, du matériel fragile (microscope, centrifugeuse, ...) ou des denrées périssables pourront être éventuellement stockées dans la pièce de couchage, hors période d'occupation des locaux, avec l'accord du technicien en charge de la Réserve naturelle.

3°) Propreté, Abords

Le bâtiment sera entretenu en « bon père de famille », les déchets ménagers seront évacués régulièrement, dans la mesure du possible, et obligatoirement à la fin de chaque période d'occupation, afin de ne pas entraîner une prolifération de rongeurs.

Les toilettes seront tenues en parfait état de propreté, elles seront laissées libres en permanence, notamment pour permettre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite participant aux sorties organisées par le Parc.

Les abords du bâtiment seront laissés en parfait état, aucun aménagement, même temporaire, ne sera réalisé. Les panneaux solaires amovibles ne sont pas considérés comme un aménagement.

Tout dysfonctionnement sera signalé au Parc sans délai.

4°) Etat des lieux

Un état des lieux contradictoire sera effectué en début de saison et en fin de période d'occupation de juillet. Les clés seront rendues au secteur à compter de la fin de la période d'occupation de juillet.

Pour l'éventuelle période d'occupation de septembre, le laboratoire devra prévenir le secteur au moins une semaine à l'avance.

5°) Entretien et charges locatives

Le Laboratoire est responsable de l'entretien courant de la partie du Chalet qui lui est confiée : ménage, nettoyage des vitres, maintien de la propreté des abords du chalet et de l'accessibilité du local Est.

En ce qui concerne les charges locatives, les parties conviennent des dispositions suivantes :

- a) Eau : L'approvisionnement en eau du bâtiment et du bachal extérieur, d'un point de vue qualitatif et quantitatif, n'est pas garantie
- b) Electricité : Le chalet est équipé de deux panneaux solaires qui fournissent un courant de 24 volts (une partie est transformée en 220 volts - 600 Watts maxi). Le matériel utilisé par le Laboratoire de Biométrie et Biologie Evolutive doit donc être adapté à ces caractéristiques. S'il doit faire face à des besoins énergétiques supplémentaires, du fait notamment des caractéristiques du matériel qu'il utilise, le Laboratoire devra compléter l'équipement en place à ses frais. Le type d'équipement complémentaire et les modalités de son installation devront être agréés par le propriétaire du chalet (Commune de Tignes) et le Parc national de la Vanoise. Ce dernier ne pourra être tenu responsable des dégradations occasionnées au matériel du Laboratoire par le fait d'une installation électrique inadaptée aux matériels utilisés.



- c) Bois de chauffage et gaz : Le Laboratoire doit veiller à l'approvisionnement en bois et en gaz pour répondre à ses besoins. Pour réduire la circulation des engins de livraison, une livraison groupée de bois avec le Parc sera privilégiée.
- d) Ramonage : La convention 2012-134 signée entre le Parc et la Commune de Tignes impose un ramonage annuel. Le Parc se chargera de la commande et du paiement de la facture. Une quote-part de ces frais à hauteur de 50 % sera refacturée au Laboratoire.
- e) Vidange de la fosse septique : La convention 2012-134 entre le Parc et la Commune de Tignes impose une vidange tous les 5 ans, a minima. Le Parc se chargera de la commande et du paiement de la facture. Une quote-part de ces frais à hauteur de 50 % de la facture sera refacturé au Laboratoire.

Les quotes-parts dues au titre des paragraphes d) et e) seront réglées sur présentation d'une facture accompagnée des justificatifs de ramonage et de vidange (factures acquittées).

6°) Combustibles

Conformément à la convention 2012-134, le stockage d'hydrocarbures (essence, gas-oil,...) est interdit à l'intérieur du chalet.

De même, le stockage, à l'intérieur, de bouteilles de gaz autres que celle prévue au 1^{er} étage est interdit.

7°) Assurance

Le Parc national de la Vanoise a souscrit un contrat d'assurance (n° 121 683 687) auprès du GAN, conformément à l'article 6 de la convention 2012-134. Les conditions particulières mentionnent que le Laboratoire est également bénéficiaire du contrat.

En contrepartie, une quote-part correspondant à 50 % de la prime d'assurance annuelle sera refacturée au Laboratoire chaque début d'année civile.

La quote-part due au titre de l'assurance sera réglée sur présentation d'une facture accompagnée du justificatif (appel de cotisation).

ARTICLE 4 - DROIT DE PRIORITE

Le Parc national de la Vanoise conserve un droit de priorité quant à l'utilisation du Chalet, en prévenant le Laboratoire au moins une semaine à l'avance.

ARTICLE 5 -DIVERS

Les questions relatives au partenariat scientifique (dont la diffusion des résultats des travaux) seront traitées dans une convention spécifique.



ARTICLE 6 – LITIGES

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur son interprétation ou son exécution, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.

Fait à Chambéry, en trois (3) exemplaires originaux

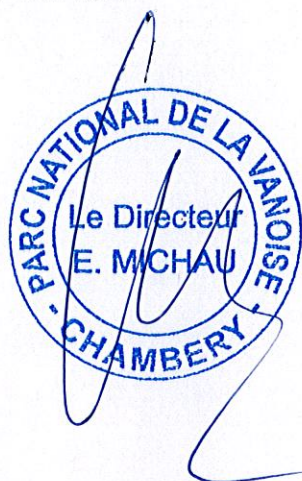
Pour le CNRS,
Monsieur Frédéric Faure
Délégué Régional Rhône-Auvergne

Le

Le Directeur de l'Etablissement public chargé
du Parc national de la Vanoise,

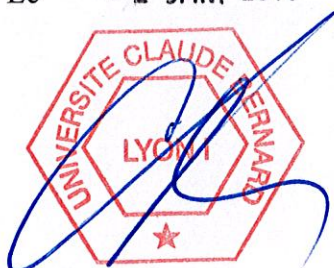
Emmanuel MICHAU

Le 07 FEV. 2014



Pour l'UCBL,
Monsieur François-Noël GILLY
Président,

Le 22 JAN. 2014

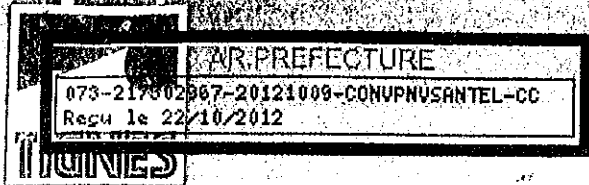


ANNEXES :

n° 1 : Convention de mise à disposition des biens immobiliers n° 2012-134
entre la Commune de Tignes - PNV

n° 2 : Accord écrit de la commune de Tignes du 14 mai 2013.





CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES BIENS **IMMOBILIERS**

Mairie de Tignes

République Française
Savoie

N° 2012 - 134

BP 50 - 73321 Tignes Cedex

Tel : 33 (0)4 79 40 00 40

Fax : 33 (0)4 79 06 35 46

e-mail : mairie@tignes.net

Entre la Commune de Tignes, représentée par son Maire, M. Olivier ZARAGOZA, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 09 octobre 2012

d'une part,

Et le Parc National de la Vanoise, établissement public à caractère administratif, représenté par son directeur M. Emmanuel MICHAU, en application de l'article R241-25 du code rural,

d'autre part.

PREAMBULE :

Par bail en date du 3 mai 1972, la Commune de Tignes a loué, au Parc National de la Vanoise, le droit de pacage sur les terrains communaux de la Sassièr, d'une superficie de 2031 ha 49 a et 90 ca, incluant le chalet de la Grande Sassièr, et moyennant un loyer de 5000 F.

En 1980, un avenant a actualisé ledit bail en remplaçant certaines dispositions et en consentant cette location moyennant un loyer annuel d'un franc.

Ce bail s'est achevé avec la destruction du chalet du Santel suite à un incendie survenu le 16 avril 2010. Ainsi, l'avenant signé le 27 septembre 1995, validé par la Sous-Préfecture le 2 octobre 1995, est nul et non avenu.

Il a été procédé à sa reconstruction, à l'identique, avec une toiture recouverte en lauzes. A cet effet, de nouveaux aménagements ont été réalisés modifiant la fonctionnalité du chalet et en apportant du confort avec la création d'une douche et des toilettes.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de mettre à disposition du Parc National de la Vanoise, le chalet d'alpage et d'observation de la nature dit « chalet du Santel » à titre gratuit.



Ces locaux serviront aux gardes du Parc pour la surveillance et le comptage de la faune.

Ces locaux pourront être prêtés après accord de la Commune de Tignes et autorisation délivrée par le Parc National de la Vanoise à d'autres structures.

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION

La description des biens mis à disposition est définie comme suit :

Désignation : Ce chalet est situé sur le plateau de la Sassièrè dans la réserve naturelle nationale de la Grande Sassièrè à 2347 mètres d'altitude à environ 45 mètres du chemin d'accès de la Sassièrè.

Références cadastrales : le chalet du Santel se situe sur les parcelles cadastrées section C n° 75 et 1333.

Surface du bâtiment mis à disposition du Parc national de la Vanoise : 129,49 m² SHON

Ainsi que le tout existe sans exception ni réserve, le Parc National de la Vanoise déclarant bien connaître les lieux et les prendre dans l'état où ils se trouvent.

Les biens cités ci-dessus sont mis à disposition du Parc National de la Vanoise à titre gratuit.

ARTICLE 3 : DESTINATION

Cette mise à disposition est consentie et acceptée afin que le Parc National de la Vanoise puisse assurer la surveillance de la réserve.

Lorsque les biens considérés cessent d'être affectés au fonctionnement dudit service par décision du Parc National de la Vanoise, leur mise à disposition prend fin et les biens précités font retour à la collectivité.

Le Parc National de la Vanoise occupera les locaux, objet des présentes, suivant la destination précitée : il ne pourra ni prêter les locaux, ni les mettre à disposition d'un tiers, sans l'accord écrit de la collectivité.

De même, il ne pourra faire usage, à titre privatif, du chalet du Santel.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée déterminée de 3 ans à compter de la délibération du 09 octobre 2012, étant précisé qu'elle pourra être résiliée à tout moment dans le seul cas où les biens, objet des présentes, cesseraient d'être affectés au fonctionnement ci-dessus précité.

Dans le cas où le Parc National de la Vanoise déciderait de ne plus utiliser les locaux pour son fonctionnement, il devra en aviser la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois à l'avance.

A défaut, et après constatation éventuelle de la cessation d'affectation au fonctionnement du Parc National de la Vanoise, la collectivité devra avertir le Parc National de la Vanoise 3 mois à l'avance, par lettre recommandée avec avis de réception, qu'elle demande la libération des lieux.

ARTICLE 5 : EXPLOITATION DU BATIMENT

Travaux d'entretien

Le Parc National de la Vanoise :

- * assure les dépenses de gestion courante du chalet.
- * assure le ramonage annuel des deux conduits de cheminée et fournit à la commune l'attestation correspondante,
- * assure la vidange de la fosse septique tous les cinq ans et si nécessaire, de manière plus fréquente, en fonction de l'utilisation et fournit à la commune l'attestation correspondante,
- * assure la vidange complète du réseau d'eau intérieur avant chaque hiver,
- * peut assurer les travaux d'entretien, de grosses réparations voire d'amélioration, en demandant préalablement l'autorisation à la collectivité.

Concernant le chalet, le stockage d'hydrocarbures (essence, gas-oil, ...) est interdit.

Le stockage, à l'intérieur, de bouteilles de gaz supplémentaires que celle prévue au 1^{er} étage est interdit.

La collectivité tiendra le Parc National de la Vanoise informé de l'objet et de la date des travaux qui devront être réalisés dans les locaux mis à disposition au moins 3 mois à l'avance, de telle sorte que celui-ci ait à souffrir le moins possible des troubles de jouissance liés à ceux-ci.

Si la date prévisionnelle d'exécution des travaux que la collectivité doit effectuer dans les locaux mis à disposition du Parc National de la Vanoise est incompatible avec le fonctionnement normal du service de ce dernier, les parties fixeront **d'un commun accord** une nouvelle date de réalisation desdits travaux.

Travaux d'urgence

Le Parc National de la Vanoise informera la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception et dans les meilleurs délais, de tout désordre de nature à rendre le chalet mis à disposition impropre à sa destination, et nécessitant par voie de conséquence une intervention d'urgence.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

Le Parc National de la Vanoise, pour sa part, souscrira une police d'assurance « pour compte commun » rassemblant les obligations de l'occupant et du propriétaire.

Cette assurance est souscrite auprès de son assureur, GAN Assurances et couvre les risques suivants :

- responsabilité civile vie privée,
- protection juridique recours,
- incendie explosion habitation,
- dégâts des eaux habitation,
- événements naturels habitation,
- neige et avalanche habitation,
- dommage électrique habitation,
- vol habitation,
- attentats,
- catastrophes naturelles biens privés.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET

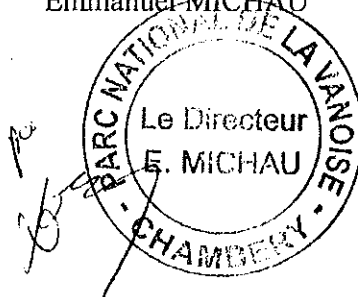
La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Susa, le 9 octobre 2012

Pour la Commune de Tignes,
Le Maire,
Olivier ZARAGOZA



Pour le Parc National de la Vanoise,
Le Directeur,
Emmanuel MICHAU





Mairie de Tignes

République Française
Savoie

BP 50 - 73321 Tignes Cedex

Tél. : 33 (0)4 79 40 08 40

Fax : 33 (0)4 79 06 35 46

e-mail : mairie@tignes.net

N. Réf : ST/vlc

Tignes, le 14 mai 2013

PARC NATIONAL DE LA VANOISE
M. EMMANUEL MICHAU
135 RUE DU Dr JULLIAND
BP 705
73007 CHAMBERY CEDEX



Monsieur le Directeur,

Suite à votre courrier du 07 mai, reçu le 10 mai, je vous autorise à établir une convention entre l'université Claude Bernard-Lyon 1 et le Parc National de la Vanoise permettant aux étudiants du laboratoire de biométrie et biologie évolutive d'occuper le chalet du Santel dans la limite de 80 jours par an.

Cette convention devra cependant prévoir un article mentionnant l'assurance souscrite par l'université.

Je profite de ce courrier pour attirer votre attention sur notre correspondance du 11 avril 2013 qui vous sollicitait sur le droit de chasse que nous ne percevons plus depuis 2005.

Ce courrier est resté sans réponse. Je vous saurais gré de bien vouloir nous apporter des explications.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,
Olivier ZARAGOZA



